

ÉTAT DE GUERRE ET MILITARISATION

Le 26 février, Olivier Véran, le nouveau ministre de la Santé, déclarait sans complexe : « il n'y a pas d'épidémie en France, nous faisons face à des cas de patients isolés ». Pourtant le lendemain matin lors d'une visite « surprise » pour les personnels de l'hôpital Pitié Salpêtrière à Paris, son patron le Président Macron déclarait : « On a devant nous une crise, une épidémie qui arrive. Cela suppose de s'organiser et de l'affronter au mieux ».



Le retour de Jupiter

Était-ce le décès d'un premier patient ou la propagation du virus affectant un plus grand nombre de personnes dans l'Oise ou à Mulhouse, qui a conduit le pouvoir à changer sa communication puis sa stratégie sur le sujet ? Toujours est-il que ce n'était plus le ministre de la Santé mais le président lui-même qui mènerait les opérations contre le coronavirus ou « covid 19 ». Le président revient ainsi au premier plan de la scène politique. Il enterre le cafouillage de février quand sa majorité et la ministre du travail n'ont pas su faire preuve « d'humanité ». Au parlement ils avaient refusé d'instaurer un congé de deuil de douze jours pour les parents, en cas de décès de leur enfant mineur. Congé qui sera aussitôt revoté tant la bourde était grande. Le Président installé à la barre, tourne (provisoirement) la page de sa réforme des retraites. Il reprend la situation en main « médiati-

quement » et met momentanément un terme à cette crise politico-sociale qui s'enkystait. Elle n'avait que trop duré, d'abord dans la rue avec nombre de manifestations puis à l'assemblée où l'opposition prenait le relais. Il balayait le coup du 49.3 en arrêtant le cirque parlementaire entretenu sciemment entre la majorité et les oppositions. Le gouvernement assume son 49.3, l'opposition dénonce l'acte anti-démocratique et, soulagé, chacun pouvait enfin se consacrer à la campagne des municipales.

Macron « Général »

Campé dans son nouveau rôle de chef suprême, E. Macron convoquait aussitôt le 29 février, « un conseil de défense » suivi de la présentation d'un nouveau plan de lutte contre le virus. Toujours pas de pandémie déclarée par l'OMS (1) et donc, toujours pas d'épidémie dans l'hexagone. Quelques cas isolés et un « cluster » à Mulhouse ou dans l'Oise mais rien d'alarmant,

les « foyers » étaient aussitôt circonscrits, nous rassurait-on. Les médias sont au taquet. Les intervenants professionnels courent les plateaux et les premières mesures de prévention sont ressassées à tous les bulletins d'information pour appuyer que tout va bien et que notre système de Santé est prêt. L'accent est mis après la Chine sur les autres pays et surtout l'Italie où le nombre de cas détectés est détaillé ainsi que le nombre de morts précisé quotidiennement.

« Je peux me tromper mais ce virus est bénin. Si au lieu de se focaliser sur les morts on regarde les guérisons, le tableau est tout autre: 98% des personnes touchées en réchappent ».(2) : F. Bricaire. En effet il n'y a rien de surprenant que la courbe des personnes infectées à ce jour augmente quand le virus se propage dans sa phase ascendante. Étonnant pilonnage médiatique au nom du « droit d'informer » sur les morts et cas infectés alors que les autres années c'est dans une « discrétion » tout aussi médiatique que l'épidémie de grippe fauche entre 8 000 et 10 000 vies. Derrière l'hypocrite devoir d'informer on nous prépare chacun et chacune à nous soumettre individuellement pour accepter les prochaines mesures drastiques que nous imposera le gouvernement. Au nom de la « sécurité pour tous et toutes », la bourgeoisie teste notre docilité individuelle à accepter et supporter ses mesures sanitaires et anti-sociales à venir. L'épidémie est une réalité et nous devons nous protéger, prendre des précautions. Mais son instrumentalisation cache l'essoufflement du système capitaliste. Dans ce cas, la bourgeoisie s'arme plus contre les révoltes prolétaires que contre la propagation du virus. Le précédent gouvernement « socialiste » n'a-t-il pas

agi de la sorte au nom de la lutte anti-terroriste pour imposer ses lois liberticides ?

Macron gagne du temps

« Cette fois nous ne nous laisserons pas surprendre ou déborder, la France est prête » nous rassure t-on de Matignon ou du ministère de la Santé. Mais prête à quoi et comment alors que les hospitaliers et les mouvements Inter-Urgences, Inter Hôpital ne cessent de dénoncer pour leur quotidien le manque de moyens, le manque de personnels, le manque de lits... ? Une situation catastrophique due à la politique d'austérité menée par A. Buzyn, l'ex ministre de la Santé. Ainsi, à Paris, le ministre de la Santé O. Véran annonçait un stock de 15 millions de masques disponibles, pourtant, dans l'Oise, les médecins libéraux ont dû menacer de fermer leurs cabinets pour en recevoir, alors que le virus se répandait...

L'arrivée de cette nouvelle épidémie, aux effets mal connus, illustre une fois encore le mépris des gouvernants envers la population. Des gouvernants : certes « élus » mais mis en place par les lobbys capitalistes pour mieux servir les intérêts de leurs maîtres et notamment ceux des trusts pharmaceutiques. Si l'Hôpital répond tant bien que mal aux exigences d'un besoin de Santé des populations, s'il répond tant bien que mal au quotidien « habituel », c'est par l'engagement de ceux et celles qui le portent : les personnels. Il va de soi que dans l'état actuel du service de Santé public, la charge qu'impute l'arrivée du coronavirus ne pourra se faire qu'au détriment des populations les plus précaires, les plus éloignées d'un besoin de soins. Cette épidémie ne frappera pas de la même façon la classe aisée,

1/ L'OMS ne déclarera la pandémie que le 11 mars 2020
2/ F. Bricaire professeur et infectiologue... ; voir BFM TV et autres...

et ceux qui comptent leurs sous pour se faire soigner. De même à l'hôpital, le manque de moyens, de personnels et de lits se traduira par le déshabillage de services pour renforcer ceux qui sont aux avant-postes contre l'épidémie.

On mesure encore plus aujourd'hui, le mépris et l'arrogance des technocrates « comptables » contre les personnels, les travailleurs et la population en général. Là où les personnels en lutte annonçaient la catastrophe à venir, gouvernements, ministres et consort, dans un déni de réalité ne voyaient que « problèmes d'organisation » et économies. Les profits capitalistes passaient avant la santé et le bien-être de la population. E. Macron peut essayer de trouver des boucs émissaires dans l'héritage de cette situation, son irresponsabilité à continuer la politique d'austérité de ses prédécesseurs n'a fait que l'aggraver encore plus.

Le seul plan qu'a pu présenter à ce jour le gouvernement en panique était de gagner du temps, et par son show télévisé, illusionner les français sur sa capacité à agir contre la propagation du virus.

Macron passe à la télé

Jeudi 12 mars, 20 heures, l'heure se veut grave. Dans l'adresse à la nation le président se veut solennel. « Ce que révèle cette pandémie, c'est que la Santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre état providence, ne sont pas un coût ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables... /.. il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché... ». Mais alors qu'a fait sa ministre de la Santé A. Buzyn durant les deux années de son quinquennat ? Dans un article du 17 octobre dernier, Le Parisien révélait : « Sur les 3036 établissements de soins recensés, 17 500 lits ont été fermés en six ans. Entre 2017 et 2018, 4 172 lits ont encore disparu. Par contre, les cliniques « lucratives » ont créé

en cinq ans 2 953 lits de jour, soit 3 fois plus que le service public... ». Dans son allocution, le président interroge « le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde... » Mais alors, pourquoi, son ministre de l'intérieur a-t-il réprimé avec fermeté et extrême violence le mouvement des Gilets Jaunes qui ne demandaient que plus de justice sociale et de démocratie ? Pourquoi a-t-il engagé la casse de l'assurance chômage et celle des retraites qui ne feront que précariser encore plus les plus démunis ? Incroyable « révélation », « conversion » de sa part en cette veille électorale des municipales alors que, durant ses deux années de présidence, notre ex-banquier-président a fait des milliards de cadeaux fiscaux au patronat et à ses riches amis. OXFAM (3) affirme que les milliardaires français ne se sont « jamais aussi bien portés ». L'hexagone compte 4 fois plus de milliardaires qu'après la crise de 2008. Leur fortune a connu une hausse de 34% depuis la fin 2018, soit 69 milliards d'euros. La France compte 41 milliardaires et 9,8 millions de pauvres. Et, l'ONG de citer l'exemple du PDG de Sanofi (4) qui a gagné plus de 343 fois le salaire moyen d'une aide soignante chargée d'administrer les produits de sa marque à des patients.

Voilà la réalité de l'hypocrisie macronienne, de la démagogie politicienne, qui masque à peine l'ambition de l'ex banquier de se représenter à la présidentielle de 2022. Quel cynisme, alors que les personnels hospitaliers, médecins et même chefs de services n'ont eu de cesse de le mettre en garde contre sa politique de casse du service public de Santé !



Est-il pour autant pire que d'autres politiciens ? Rappelons-nous : son prédécesseur à l'Élysée, F. Hollande, avait lui aussi solennellement déclaré : « Mon adversaire, c'est le monde de la finance ! ». Nous avons pu voir, au cours de son quinquennat, avec quelles vigueur et pugnacité il l'a combattu et avec quelle hargne sa ministre de « la Santé et des solidarités », Marisol Touraine, s'est acharnée contre l'hôpital public.

C'est avec la même gravité que le président répondra au Rassemblement National et autres xénophobes qui demandent la fermeture des frontières. Le Président met en garde contre le « repli nationaliste ». Coordonner, coopérer, unir nos forces... « c'est essentiel et j'y veillerai » martèle-t-il. Mensonge ou vœu pieux. Dans ce domaine politique, le virus met à nu la fameuse solidarité européenne. C'est l'égoïsme national qui a d'emblée prévalu. La France de Macron a réquisitionné tous ses stocks médicaux en urgence (et qui s'avéreront insuffisants) tandis qu'A. Merkel, en Allemagne, bloquait et interdisait les exportations de fournitures médicales alors que l'Italie devenait l'épicentre de la maladie. Comme lors de l'acceptation des migrants hier, les frontières nationales sont aussitôt réapparues et refermées. Via l'épidémie, l'Italie a subi la même sorte de rejet et d'abandon que la Grèce voici une décennie concernant sa dette. Et si le président évoque la fermeture des frontières extérieures de l'Europe, c'est pour faire oublier que les bourgeoisies de chaque pays ont déjà érigé les leurs en espérant ainsi limiter les dégâts économiques de leur Capital national propre.

En France, le seul moyen de savoir si on a le covid-19 c'est de cracher à la gueule d'un riche et attendre le résultat de son test...

Dans son allocution, ne restait plus au Président qu'à se présenter en rassembleur des français et des françaises dans une union nationale déjà acceptée par tous les chefs de partis et leaders syndicaux. Tel J. Luc Mélenchon : « L'heure n'est pas à la polémique mais à la solidarité, à la cohésion », ou L. Berger de la CFDT : « C'est un moment où il va falloir faire un peu confiance. Pour l'instant c'est bien géré, c'est bien géré par le ministre de la santé... » Au moment où les bourses dégringolaient comme jamais, que l'économie en surchauffe tourne au ralenti, il est de bonne guerre (de classe) que la bourgeoisie resserre les rangs, oublie ses querelles et fasse bloc contre la colère et les révoltes ouvrières.

Face à l'épidémie qui se propage, c'est le samedi de veille électorale que le gouvernement décide d'appliquer le plan de prévention contre le virus dit « de stade 3 ». 5 424 cas recensés et 124 décès sont confirmés à ce jour. La communication du gouvernement se veut alarmiste. Il nous dit craindre un scénario à l'italienne. Nous rassure : nous ne sommes pas dans la même situation. D'ailleurs, après un conseil de « défense », le pouvoir s'entoure d'un conseil « scientifique », qui n'existe que depuis le 11 mars. C'est plus sérieux en matière de Santé publique pour prendre des mesures de confinement et autres précautions qui freineraient la propagation du virus. Mais quel crédit accorder à des scientifiques qui parcourent les arcanes du pouvoir ? Et qu'en est-il de leur avis à maintenir les élections ? Pourquoi, alors, cette cacophonie ministérielle quand, le matin, le ministre de l'éducation nationale nous

3/ Oxfam ; Organisation Non Gouvernementale. Voir son rapport 2020 sur les inégalités
4/ Sanofi : trust pharmaceutique français. 3^e rang mondial...

Indispensable Aucun problème



Impossible Plus de stock



explique à la radio une conduite à tenir et que, le soir, son président s'adressant à la nation le contredit ? Le matin, le ministre ne circonscrit que les lieux scolaires infectés et le soir, à la télé, son patron ferme crèches lycées et universités. Et, pour masquer ces incohérences du pouvoir sur les mesures à suivre, E. Philippe et E. Macron fustigent les français « irresponsables » pour le non respect des consignes et pour leur « indiscipline » à suivre les règles fixées par le conseil scientifique qui murmure à l'oreille du président, nous dit-on.

Macron s'en va en guerre

Lundi 16 mars, 20H 00, l'heure est grave. Le président, nous informe que nous entrons en guerre contre un ennemi invisible : le Covid-19. Décision grave s'il en est, mais prise après avis du « conseil scientifique ». Pour plus de sérieux et crédibilité, le président le répétera 6 fois. Ben oui ! n'est pas De Gaulle qui veut. Ainsi après nous avoir conseillé de continuer « à vivre », aller au théâtre, déambuler sur les Champs-Élysées avec bain de foule, et avoir incité à aller voter, voilà notre chef de guerre fustigeant l'irresponsabilité de la population qui fréquente bars, restaurants, parcs et, pour les parisiens, les quais de la Seine. En fait, notre chef de guerre navigue toujours à vue mais abrité derrière le conseil scien-

tifique. Nous sommes en guerre ! Mais les mesures qu'il annonce restent floues. Nous aurions compris une aide massive : pour le système de Santé, pour les personnels des hôpitaux qu'il ne cesse d'honorer, pour des EHPAD, pour des aides à domicile et autres salariés sans protection. La réquisition d'entreprises pour venir en aide aux besoins nécessaires pour lutter efficacement contre le virus etc... Or, il n'en est rien sinon l'annonce d'un hôpital de campagne du service de Santé des armées déployé en Alsace et un « confinement » dont il ne parle pas. Il laissera ce soin à son ministre de l'intérieur. Puis quitte à limiter nos déplacements pour conjurer la propagation du virus, pourquoi ne pas avoir arrêté les entreprises (foyers d'infections) d'inutilité publique ? Une telle décision contrariait-elle le patronat et le capital français ? Ce que précise, au journal Le Parisien, B. Retailleau (L.R) : « ...il faut préserver notre appareil de production car si aujourd'hui des entreprises font faillite, nous allons perdre des compétences ; l'État payera car il faut coûte que coûte préserver notre tissu économique ». Et l'État « version macron » c'est une garantie de 300 milliards d'euros de prêts bancaires et autres exonérations à venir. Pendant que le gouvernement salue le dévouement et le civisme des personnels de la Santé, ce qui ne lui coûte pas grand chose, il octroie sans rechigner des milliards d'euros dont on ignorait l'existence. Les gouvernements successifs ne martelaient-ils pas tous que les caisses de l'État étaient vides ! Quand à Renault, Peugeot... qui ferment, ce n'est point par civisme mais parce que les commandes de véhicule chutent, que les ventes baissent ou que leurs salariés sont affectés par le virus. De plus ces entreprises ont l'assurance que l'État, une fois encore, prendra en charge les dépenses occasionnées par « l'épidémie ». Pour les travailleurs mis sur la touche, 84 % de leur salaire est promis. Soit une perte de 16%. Quand aux précaires ou autres, qu'ils, elles, s'estiment heureux d'avoir survécu au « covid-19. Et pour tous les contrevenants aux règles du confinement : la répression par

des amendes. A défaut d'avoir prévu, le gouvernement impose par la menace et réprime. Et si nombre de personnes ont pu s'évader des villes pour se confiner à la campagne en famille ou chez des amis, qu'en est-il des prolétaires qui n'ont que leur appartement souvent exigü voir insalubre dans lequel ils s'entassent, vu le prix des loyers ? Qu'en est-il pour ces personnes logées en foyers, en hôtels ou restées à la rue ou en squats ? Qu'en sera-t-il dans les prisons ? Qu'en est-il des familles qui ne disposent pas d'outils numériques... ? La double peine. A la misère quotidienne vient s'ajouter l'enfermement au nom de la lutte contre le covid-19. Il est vrai que la bourgeoisie a autre chose à faire que de se préoccuper de ces prolétaires.

Macron et la bourgeoisie : l'union

Le président fait le choix derrière la lutte contre le virus de défendre sa classe. Cette bourgeoisie parasitaire qui s'accapare les richesses produites par les travailleurs et les prolétaires.

Suite aux dernières révoltes sociales et devant les difficultés des « partenaires » sociaux à encadrer les prolétaires exaspérés, la bourgeoisie derrière le président, dans une union de circonstance, accentue, par un « confinement » de masse, la militarisation de la société. Bien sûr épidémie oblige, des mesures sanitaires sont prises, mais pour se protéger eux-mêmes d'abord. Puis il faut bien préserver un minimum les forces productives.

De tout temps, l'objectif prioritaire des bourgeoisies, en France ou dans les autres pays, n'a jamais été la Santé, le bien-être des peuples. Jamais les découvertes et les progrès des sciences n'ont été au service des travailleurs ou des populations. Quand elles les partageaient, les divulguaient, elles ne servaient que leurs intérêts propres et dans l'unique but de « domination, exploitation et profits ». Le « bien-être », ce sont les travailleurs qui l'ont arraché au cours de luttes parfois sanglantes payées au prix fort.

L'objectif prioritaire du capital n'est pas la défense de la Santé publique mais la défense de son ordre économique en crise profonde aujourd'hui et télescopé par un virus. Ce grain de sable qui vient enrayer la machine. C'est pour se préserver des soubresauts d'un prolétariat qui reprend confiance en lui par ses luttes autonomes, en dehors ou contre les politiciens et les bureaucrates, que sont décrétés dans tous les pays l'enfermement, la militarisation « sanitaire ». Au nom de « notre » sécurité sanitaire, pourront être tracées des zones rouges de confinement où seules les forces de polices et l'armée auront le droit de circuler, contrôler et veiller à ce que personne n'en échappe. Sous prétexte d'épidémie (qui est une réalité), la bourgeoisie française prend le pas derrière l'Italie pour tester ce quadrillage national. Dans ce sens l'Italie, « pays démocratique », a ouvert la voie par le coup d'état sanitaire opéré par le gouvernement. Quant à la Chine bureaucratique, elle inspire déjà par ses méthodes globales de surveillance électronique.

Ici ou là, à « Web help » (5) à Caen, ou à la poste, ou chez Amazon, des travailleurs s'indignent, refusent et revendiquent contre les patrons qui ne prennent aucune mesure pour garantir leur sécurité face à la propagation de l'épidémie. C'est cet ennemi intérieur que veut museler la bourgeoisie par son confinement sanitaire.

Toutefois pour compléter une réelle union sacrée autour du capital national et affronter ses adversaires économiques dans la guerre qui se déroule entre blocs impérialistes, la grande bourgeoisie doit rassembler derrière elle la petite bourgeoisie, qu'elle a précariée ainsi qu'une fraction du prolétariat. Or, pour élargir (et enrôler dans) cette union nationale, le président et son gouvernement doivent démontrer leur capacité à juguler l'épidémie et protéger tant bien que mal la population.

Aujourd'hui le calme semble régner mais nul ne peut prédire pour combien de temps...

MZ Caen 18 03 2020

5/ Webhelp :
Un centre
d'appel em-
ployant une
quarantaine
de personne.